L'Entreprise n° 154, 17 août 1958, pp. 38-40

ANDRÉ BLANCHARD : " Dans 3 ans, 15 % de la production mondiale de soufre ".

Sur une table basse, dans le bureau d'André Blanchard, une grande flamme jaune citron aux formes tourmentées offre son jaillissement pétrifié. Qu'on la retourne et, d'objet d'art, elle redevient ce qu'elle est : un stalactite de soufre pur recueilli à l'orifice d'une canalisation de Lacq. Si André Blanchard aime cet objet, ce n'est pas seulement pour ses qualités esthétiques, mais aussi parce qu'il symbolise à la fois des difficultés et des succès récents : difficultés dues à la nature corrosive du gaz de Lacq, succès dus à son abondance et au parti que l'on a tiré de sa richesse en soufre.

Il annonce aussi un proche et riche avenir : 1961, date à laquelle la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine, ayant franchi le cap de sa vingtième année, extraira chaque année du seul gisement de Lacq 4 milliards de mètres cubes de gaz [1], 200 000 t d'essence et 1 300 000 t de soufre... Si l'on compare ce dernier chiffre au montant actuel de la consommation mondiale — 8 000 000 de tonnes — et française — 300 000 t — on peut se faire une idée du « poids » énorme que représentera l'apport massif de l'usine de Lacq. Économies réalisées et exportations du seul fait de la production de soufre peuvent être dès maintenant évaluées à 40 000 000 de dollars.

« Pour l'instant, rappelle André Blanchard, si nous nous préparons sans répit à cet avenir, nous poursuivons également la recherche d'autres sources d'hydrocarbures. Notre prospection s'exerce ainsi dans quatre zones. En premier lieu — à tout seigneur tout honneur — l'Aquitaine continue à faire l'objet d'investigations ; nous avons huit sondes en activité en dehors de la zone même de Lacq. Après Carrate, Villenave, Brocas, Mimizan, Mont-de-Marsan, des sondages sont en cours dans la structure d'Audignon — où l'un des forages a atteint la profondeur de 5 000 m — et dans les environs de Maubourguet, de Clermont et de Garlin. Nous avons été parmi les premiers à acheter, pour les utiliser dans ces régions, les appareils de forage à turbopropulsion de Neyrpic, réduisant ainsi la durée des forages profonds de neuf mois à six, mais nous nous voyons en contrepartie obligés d'entreprendre une formation de notre personnel en fonction de cet équipement entièrement nouveau. »

« Vous vous rappelez, d'autre part, que l'année dernière notre société a dû faire un choix important ; elle se trouvait, à l'expiration de la convention passée avec l'État en 1942, devant l'alternative suivante : le renouvellement du régime spécial dont elle bénéficiait jusque-là, ou bien l'octroi d'un permis de droit commun. Dans les deux cas l'intention du gouvernement était d'opérer une sérieuse amputation du périmètre dans lequel la S.N.P.A. était autorisée à poursuivre ses recherches. Compte tenu des données dont elle disposait, notre société s'est orientée vers la première solution. Nous avons donc demandé, et obtenu, la prorogation pour une période de cinq ans de la convention choisie par nous entre les parallèles de Pau et de Mont-de-Marsan sur une surface de 4 470 km², et correspondant au tiers de notre ancien périmètre. A cela s'ajoute la région même de Lacq, qui n'est pas incluse, et diverses zones, comme celle dite Permis Sud de Nay, dans les Basses et les Hautes Pyrénées. »

« Mais nous ne nous en sommes pas tenus là. En Lorraine les forages, momentanément interrompus, reprendront à la fin de l'année ; jusqu'à une date récente, un appareil léger de la Société d'Entreprise Forex poursuivait pour notre compte l'exploration de la région de Nancy dans le cadre de notre permis principal, celui de Neufchâteau (1 225 km²). Et si, dans notre secteur lorrain, nous avons restitué en juin les permis de Mirecourt (458 km²) et de Chaumont (3 460 km²), dans la vallée du Rhône, nous avons une sonde en activité à Vallon-Pont-d'Arc, près de Mondragon ; 2 600 m ont été forés jusqu'à présent et nous poursuivons des études géophysiques dans la région. Enfin, et toujours en suivant notre politique de dépistage de nouvelles sources d'approvisionnement pour l'avenir, nous avons pris pied au Sahara où nous disposons de trois permis totalisant 7 500 km². Au Sud d'Hassi-Messaoud, à El Gassi, le forage est prévu pour octobre 1958. Nous travaillerons un peu plus loin dans nos deux autres permis sahariens : celui de Bou-Krenissa, situé au Nord-Ouest du premier, et celui d'El Baroud, à l'ouest de Touggourt. Patience et ténacité sont là, comme ailleurs, nos deux mots d'ordre. »

L'homme qui esquisse ainsi la silhouette de l'une des premières sociétés françaises de recherches pétrolières — 75 000 m forés en 1957 sur un total de 234 000 — en est le président-directeur général depuis treize

1. Soit l'équivalent de 4 millions de tonnes de fuel lourd.

Le secret des pétroliers : la patience.

ans. Toute la première partie de sa carrière, il l'avait consacrée à un domaine entièrement différent : celui des explosifs. Né en 1893 près de Provins, en Seine-et-Marne, il fut reçu en effet à l'X en 1912. Après une année de service militaire, il entra à l'École. Il ne put y suivre que les cours de la première année, car survint la guerre; il la commença comme sous-lieutenant d'artillerie. En 1919, il rejoignit l'École pour accomplir sa seconde année et, à sa sortie, choisit le Service des Poudres. Affecté d'abord comme ingénieur à la poudrerie de Vonges, en Côte-d'Or, il passa successivement par divers autres établissements, notamment ceux de Moulin-Blanc, près de Brest, et de Sevran, en Seine-et-Oise, pour être nommé ensuite chef du service technique à Paris.

« Quelque temps après, enchaîne André Blanchard, j'ai eu affaire non plus à l'activité de telle ou telle poudrerie, mais à l'ensemble des établissements, ayant été nommé directeur du Service des Poudres en 1931. Il s'agissait alors pour moi d'animer et de coordonner le travail des onze usines d'explosifs dont l'État dispose dans le cadre de son monopole. Fabriquant des explosifs et des poudres propulsives pour l'armée, pour la chasse et pour les mines, le Service des Poudres employait en temps normal une dizaine de milliers de personnes, mais cet effectif devait au fur et à mesure que l'éventualité de la guerre se rapprochait s'amplifier progressivement pour monter brusquement à 100 000 aux premiers jours de la guerre. »

André Blanchard qui avait pris les mesures nécessaires pour permettre le développement de la production de l'avant-guerre et de la guerre, notamment en agrandissant les installations de plusieurs poudreries et en provoquant dans l'industrie privée la création d'usines destinées à la fabrication des matières premières dont le Service des Poudres allait avoir besoin, avait pu livrer à l'heure et à la date voulues les fournitures demandées par l'armée. En 1941, il démissionne et passe au cadre de réserve.

C'est à ce moment qu'il aborde la seconde partie de sa carrière, celle consacrée au pétrole. « Mon activité aura ainsi été divisée en deux parties entièrement tranchées et sensiblement égales. J'ai passé vingt ans au Service des Poudres — de 1921 à 1941 — et je compte bien consacrer non loin de vingt ans à mon activité présente, que je trouve toujours plus passionnante. A vrai dire, lorsqu'en 1941 j'ai abordé l'industrie pétrolière en assumant la présidence du Groupement d'Achat des Carburants — organisme dont l'objet était d'assurer, à l'aide des maigres ressources de l'époque, l'approvisionnement en produits pétroliers des sociétés de distribution françaises — je n'étais pas absolument étranger à cette industrie : l'approvisionnement en carburants de l'armée de terre et de l'armée de l'air dépendait avant et pendant la guerre du Service des Poudres, et j'assistais ainsi souvent aux comités de l'Office National des Combustibles Liquides devenu depuis la Direction des Carburants. S'il n'y a donc aucun lien apparent entre les deux « moments » de ma carrière, vous voyez qu'en pénétrant dans le second je n'étais pas tout à fait un néophyte... »

« Ce qui ne m'a pas empêché de faire tous les jours des découvertes. Au cours de ma première présidence comme au cours de la seconde — j'ai cumulé les deux de 1945 à 1950, me consacrant exclusivement à la S.N.P.A. depuis cette dernière date — je n'ai cessé d'acquérir les expériences les plus diverses. Je ne suis pas près d'oublier le 19 décembre 1951 où, à Lacq, je vis le premier puits profond cracher le gaz au rythme de 10 000 m³ à l'heure dans un bruit d'enfer; ni le jour où, après des semaines de travail, nous sommes parvenus, grâce à l'aide du spécialiste américain Kinley, arrivé 48 heures après le télégramme qui l'avait appelé, à domestiquer définitivement cette puissance énorme ; ni celui où nous avons eu pour la première fois la certitude de l'existence de 150 milliards de mètres cubes de réserves... Comme je ne peux oublier non plus tout ce qui reste à faire, à commencer par la mise sur pied d'un réseau complet pour le transport de notre gaz vers Angoulême et Nantes, vers Saint-Étienne et Lyon, vers la Saône-et-Loire et le Doubs, vers Paris enfin. La S.N.P.A. est d'ailleurs une de ces jeunes sociétés auxquelles tous les problèmes se posent à la fois mais qui, en revanche, voient s'ouvrir devant elles un avenir extrêmement prometteur. Songez que nous importons actuellement 35 % de nos besoins en énergie. Or Lacq, à lui seul, avec ses 4 milliards de mètres cubes quotidiens, produira en 1961, grâce aux efforts des hommes qui m'entourent, 4,5 % des besoins énergétiques français soit 10 % de notre déficit... Aussi ne serez-vous pas étonné si je vous dis qu'aucun métier ne peut être plus captivant que le mien... »

La société "Abrasifs 3 M-Ceta S.A." vient de fusionner avec Minnesota de France en lui apportant tout son patrimoine immobilier, industriel et commercial. En conséquence, toutes ses valeurs d'actif et de passif sont prises en charge par la société Minnesota de France, qui s'engage à tenir les contrats passés par "Abrasifs 3 M-Ceta S.A.", y compris l'exécution de tous marchés et commandes en cours. Parmi la gamme des produits industriels que fabrique Minnesota de France figurent les rubans adhésifs et isolants "Scotch", les produits "3 M" pour l'imprimerie, etc...

Au cours du premier trimestre 1958, les programmes d'investissements de la C.E.C.A. ont porté sur une somme globale d'environ 115 milliards de francs. Sur ce total, près de 62 milliards ont été affectés au développement de l'industrie sidérurgique, plus de 47 à celui des houillères et 5 milliards 500 millions à la modernisation de l'équipement des mines de fer. Ces investissements doivent permettre une augmentation sensible de la capacité de production d'acier et de charbon des pays de la C.E.C.A. dans un proche avenir.